

Paris , le 23 mai 2023

LA QUALITE DE VIE AU TRAVAIL OU LA GRANDE HYPOCRISIE D'UN MINISTÈRE

Thématique dont s'est emparé (enfin) notre ministère il y a quelques années à coup de budgets dédiés, sans être capable de produire des résultats, 2023 est encore l'année de la grande désillusion.

Nous ne pouvons que **regretter un plan sans ambition**, géré de façon calamiteuse aussi bien au niveau central qu'en services déconcentrés. Au delà-même d'une véritable cohérence et de la création d'un plan pluridisciplinaire, la seule réponse de ce ministère est la **délégation de crédits sans évaluation** et laissés entre les mains de "gestionnaires" qui devraient davantage se concentrer sur leurs propres fonctions.

L'amélioration de la qualité de vie au travail au ministère de la justice, ce sont **beaucoup d'actions cosmétiques** qui ne dupent plus personne. Les véritables actions seraient la suppression des méthodes de management archaïques où la confiance est un gros mot, le déplacement des personnalités toxiques qui n'hésitent pas à recourir au harcèlement, la suppression des temps d'audience dépassant le raisonnable pour satisfaire les enjeux des primes modulables, l'amélioration significative des outils informatiques qui épuisent nos collègues.

Nous n'évoquons même pas les temps trop longs pour remplacer nos collègues absents ou dont les postes sont vacants tant cela paraît être du bon sens que d'éviter que la charge de travail ne soit reportée sur les autres! Depuis des années, nous dénonçons l'absence d'anticipation des départs en retraite.

Alors, on pourra mettre en place une fois par an des moments de convivialité ou ponctuellement des séances de bien-être, cela n'enlèvera pas le quotidien toujours plus dégradé que nous subissons.

NOS AVONS BESOIN DE RESULTATS!

Pour JUSTICE-CGC, la priorité est de :

- repenser globalement un véritable plan d'amélioration de la qualité de vie au travail
- confier la gestion aux cadres qui ont les compétences
- changer les méthodes de management

Pour le bureau

Elise COMPANY, secrétaire générale